

# Luttant contre les accords de libre-échange : un atelier international de stratégie

Organisé par FTA Watch, en collaboration avec bilaterals.org, GRAIN et Médecins Sans Frontières

Bangkok, Thaïlande, du 27 au 29 juillet 2006

## Résumé

Préparé par l'équipe d'organisation de l'atelier, septembre 2006

*“ C'est plus facile de mobiliser ensemble des gens de différents pays et continents pour résister contre l'OMC. Mais avec les accords de libre-échange, nous luttons seuls. ”*

*“ Je n'ai jamais vu une répression aussi forte en Équateur que contre les mouvements sociaux qui combattent l'accord de libre-échange. ”*

*“ Le gouvernement australien vient tout juste de réaliser que sa capacité de réglementer a été réduite par l'accord de libre-échange avec les États-Unis. ”*

*“ Une réforme d'un accord de libre-échange n'est jamais une alternative. La seule alternative : pas d'accords de libre-échange. ”*

*“ Les accords de libre-échange et les fermiers ne peuvent pas respirer le même air. ”*

– Différents participants à l'atelier

## Introduction

Au cours des dernières années, les États-Unis, l'Europe et d'autres puissances industrialisées ont intensifié leurs efforts pour signer des accords bilatéraux de libre-échange et d'investissements. Cette attention croissante envers les ententes bilatérales va de pair avec l'impasse dans les négociations commerciales internationales au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Par les accords de libre-échange, non seulement les pays doivent-ils accélérer la libéralisation des marchés de leurs produits, tels les produits agricoles, mais ils doivent également se soumettre à de nouvelles règles sur le plan des services, des droits de propriété intellectuelle, des investissements, etc. Négociés en dehors du système multilatéral, encore plus loin de la surveillance du public, ils offrent davantage de liberté aux gouvernements les plus puissants du monde de forcer les pays en développement et les plus petits pays industrialisés à adopter des politiques pires que celles adoptées dans le cadre de l'OMC.

Malgré leur appellation, ces accords sont loin de ne toucher que les échanges commerciaux. Ils donnent aux transnationales de nouveaux droits étendus, dont le respect est sanctionné par la loi, au niveau des marchés étrangers. En vue d'un accord bilatéral, les pays sont triés sur le volet en fonction d'intérêts géopolitiques. Une grande part de cette “ partie d'échec ” est une compétition entre de grandes puissances qui tentent de s'assurer des zones d'influence économique et politique. La compétition entre les États-Unis et l'Union européenne est une composante-clé de cette dynamique. Mais

la Chine, l'Inde, le Japon, le Brésil et autres pays semblables rivalisent pour avoir une place au sein de ce nouveau paysage.

Des mouvements populaires luttent contre les accords de libre-échange depuis la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) par le Mexique, les États-Unis et le Canada en 1993. Avec les années, cette lutte s'est étendue et développée – depuis le Maroc jusqu'en Corée et de l'Équateur à la Thaïlande. Jusqu'à ce jour, seulement un processus de négociations d'accord de libre-échange a, à notre connaissance, été bloqué par les mobilisations et la pression populaires. Il existe des exemples, particulièrement en Corée, où les mouvements sociaux ont considérablement perturbé et retardé les négociations d'accords de libre-échange de leur gouvernement. Mais plusieurs luttes populaires contre les accords de libre-échange et d'investissements sont demeurées isolées les unes des autres, une conséquence directe de la logique "diviser pour régner" du bilatéralisme. FTA Watch, une vaste coalition informelle au premier plan de la lutte en Thaïlande, a senti le désir de briser cette logique et d'initier un partage d'expériences entre les mouvements anti-accords bilatéraux de divers pays. FTA Watch a invité [bilaterals.org](http://bilaterals.org), GRAIN et Médecins sans frontières (MSF) – tous impliqués depuis plusieurs années dans un travail international contre les accords de libre-échange et d'investissements – afin qu'ils participent à l'organisation une rencontre internationale de stratégie, qui s'est tenue à Bangkok du 27 au 29 juillet 2006.

Cet atelier a, pour la première fois, rassemblé des mouvements de plusieurs pays différents qui luttent contre les accords de libre-échange et d'investissements. Le but était d'assurer la participation de personnes directement engagées dans des luttes populaires pour faire dérailler les négociations de ces accords. Près de 60 personnes provenant de 19 pays traversant tous les fuseaux horaires y ont participé. Plutôt qu'essayer de créer un nouveau réseau ou d'établir un plan commun, les objectifs de l'atelier étaient de partager les expériences de lutte contre les accords bilatéraux dans différents pays et de construire des stratégies pour renforcer les luttes nationales, régionales et internationales contre ces accords.

## Analyse de divers contextes et tendances

**Crise au sein de l'OMC, changement de cap vers les accords bilatéraux :** Tandis que les accords bilatéraux de libre-échange ne sont qu'un des moyens de rendre les pays plus accommodants pour le capital transnational, l'incapacité de l'OMC d'en arriver à une quelconque entente ajoute clairement à la volonté derrière la quête d'accords de libre-échange des gouvernements. L'effondrement du Cycle de Doha le jour de notre arrivée à Bangkok n'était qu'un des rappels de ce lien. Mais les accords bilatéraux sont bien plus qu'une compensation pour l'échec de l'OMC. Depuis plus de vingt ans, ils ont été utilisés pour littéralement enfermer des pays dans des politiques économiques et sociales – tels des brevets plus puissants sur les médicaments – bien plus extrêmes que ce que les États-Unis et l'Europe pourraient jamais accomplir sur le plan multilatéral.

**Néo-impérialisme mondial :** La montée des ententes bilatérales est un phénomène mondial complexe qui s'accompagne d'une augmentation des accords Nord-Sud et

Sud-Sud. Les ententes Nord-Sud ont une portée considérable, couvrant un grand nombre de domaines, et servent à ouvrir instantanément aux transnationales les portes des marchés des pays en développement afin d'en tirer le maximum de profits. Ces ententes participent à démanteler davantage les États par la privatisation, la déréglementation et en retirant les conflits commerciaux de la juridiction des tribunaux nationaux. Les ententes Sud-Sud sont généralement moins englobantes et tendent moins vers une révision de la législation nationale. Toutefois, leurs impacts sur les paysans, les travailleurs et l'environnement peuvent et ont été dévastateurs.

Les accords de libre-échange bilatéraux sont néocoloniaux. Ils transforment les pays en développement en bassin de ressources naturelles et de main-d'œuvre à bon marché pour le bénéfice des transnationales. Plusieurs pays industrialisés tentent de conclure des accords semblables au modèle états-unien, même si le langage diffère. Avec la promesse d'un plus grand accès aux marchés états-uniens et l'impasse à l'OMC, les gouvernements de plusieurs pays en développement sont impatients de conclure de tels accords. L'étendue des accords Sud-Sud est souvent limitée à des secteurs spécifiques, mais, tout comme les ententes Nord-Sud, ils sont surtout une manœuvre pour étendre son pouvoir. Les géants émergents comme la Chine et l'Inde tentent de conclure des accords bilatéraux afin d'étendre leur influence en Asie et au-delà. En Amérique latine, les accords bilatéraux sont à la fois le théâtre et l'outil de luttes de pouvoir, particulièrement entre le Mercosur, la communauté andine et la nouvelle alliance entre le Venezuela, la Bolivie et Cuba.

**Au-delà du commerce :** Le terme " accord de libre-échange " est une mauvaise appellation. Les accords bilatéraux de libre-échange donnent en fait aux entreprises de l'un des pays signataires une vaste étendue de nouveaux droits dans l'autre pays : droit d'y imposer les termes de leurs investissements, droit d'y acheter des industries nationales, droit d'offrir des services locaux dans des domaines comme l'éducation et la santé, droit d'accès aux ressources naturelles et aux sources d'énergie et droit de poursuivre le gouvernement s'il ne satisfait pas à leurs demandes. Les accords bilatéraux sont également des traités hautement géopolitiques, visant à consolider des alliances politiques entre certains pays en particulier. Les accords bilatéraux avec les États-Unis sont inévitablement liés aux intérêts militaires américains et à la sécurité nationale du pays, ce qui implique nécessairement un appui à la politique étrangère des États-Unis.

**Dans le secret le plus complet :** Dans tous les pays, au Nord comme au Sud, le secret entourant ces accords est souvent plus grand que n'importe quel processus du « Salon vert » à l'OMC. Le public et ses représentants parlementaires se voient régulièrement nié le droit de voir les textes avant qu'ils ne soient signés. Dans les accords bilatéraux avec les États-Unis, certains pays sont même obligés de garder secret le processus de négociation pendant plusieurs années. Alors pour la démocratie, on repassera ! Utiliser le terme de " négociations " d'accord bilatéral est, dans ce sens, une autre mauvaise appellation. Il serait plus juste de dire que les accords bilatéraux sont imposés, plutôt que négociés.

**Un changement des responsabilités :** Un des éléments communs aux accords bilatéraux de libre-échange et d'investissements sont les garanties qui donnent aux transnationales le pouvoir de poursuivre les gouvernements pour tout geste ou omission

qu'elles jugent contrevenir à leurs droits d'investisseurs. Ces droits incluent celui d' " anticiper " un profit. Le nombre de conflits entre investisseurs et États augmentent. Dans le cadre d'accords bilatéraux d'investissements, la Bolivie et l'Argentine ont été poursuivies par Bechtel et Azurix (une ancienne filiale d'Enron) pour des centaines de millions de dollars, alors que les populations de ces pays se voyaient nier l'accès à des services abordables de distribution d'eau par ces mêmes compagnies. Ces cas ne se retrouvent pas devant des tribunaux nationaux publics et ne sont pas régis par les législations nationales, mais sont jugés dans le cadre de procédures d'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements de la Banque mondiale, derrière des portes closes.

**Les vrais perdants :** Il est évident, si l'on se base sur les expériences de plusieurs pays différents avec les accords bilatéraux, que ces derniers ne bénéficient pas aux paysans et aux travailleurs. Il est parfois difficile de l'expliquer aux gens, puisque les gouvernements et les entreprises médiatiques nous envoient constamment le message qu'ils augmenteront les exportations en agriculture. Mais même dans les cas où ces exportations augmentent effectivement, les gains qui en résultent ne se rendent jamais jusqu'aux producteurs – ils vont plutôt dans les poches des distributeurs et des détaillants. Par les accords bilatéraux, les pays sont forcés d'exporter les mêmes produits vers les mêmes maigres marchés, réduisant les populations pauvres à se battre entre elles pour des miettes de pain. De plus, l'expérience sur le terrain démontre que les accords bilatéraux n'améliorent pas la sécurité d'emploi ni les salaires. La Corée est souvent présentée comme dans modèle de réussite dans la mise en pratique des réformes néolibérales, pays qui a d'ailleurs signé plusieurs accords bilatéraux afin de rendre ces réformes permanentes, alors que le taux de chômage stupéfiant chez les jeunes Coréens est passé sous silence. Le cas du Chili n'est pas très différent, alors que les impacts négatifs des accords bilatéraux pour les travailleurs du Mexique (1,5 millions d'emplois perdus dans le domaine de l'agriculture à cause de l'ALENA) et de la Jordanie (le trafic d'êtres humains dans l'industrie du textile pour tirer avantage de l'accord bilatéral avec les États-Unis) sont largement documentés. Au Maroc, plusieurs entreprises ont fermé leurs portes et les gens ont perdu leur emploi à cause de l'accord avec les États-Unis. À plus long terme, les violations des droits de propriétés des populations, l'augmentation croissante de la migration et le démantèlement plus poussé de l'État – des conséquences directes des accords bilatéraux – rendront encore plus profondes les conséquences des accords bilatéraux.

## **Partage d'expériences au sein de la résistance**

### ***Forces / succès...***

- Certains pays ont réussi à construire de très larges coalitions nationales contre les accords bilatéraux, tel le Maroc, le Costa Rica, la Thaïlande et la Corée. Ceci a été rendu possible grâce à une mobilisation fondée sur la compréhension que les accords bilatéraux affectent tous les aspects de la vie sociale et économique du pays. Au Maroc, par exemple, une vaste étendue de mouvements sociaux se sont ralliés autour du thème de la protection des droits humains (droits à la nourriture, à la santé, à l'éducation, à l'autodétermination, etc.) pour mener une campagne contre l'accord bilatéral avec les États-Unis. En Corée, le mouvement d'opposition a commencé avec les paysans, mais ils ont été rapidement rejoints par des syndicats, des travailleurs

du milieu culturel, des travailleurs de la santé, des enseignants, des consommateurs, des médias, etc. Au Costa Rica, le mouvement de lutte contre le CAFTA était aussi très diversifié – et fortement décentralisé, le rendant plus difficile à manipuler. En Thaïlande, le mouvement de résistance a largement reposé sur la coopération entre les personnes vivant avec le VIH/SIDA et les paysans.

- Un certain nombre de pays ont connu beaucoup de succès dans leur mobilisation en vue d'actions massives. En Colombie, un million de personnes sont descendues dans les rues dans le cadre de manifestations anti-accord bilatéral. En Équateur, les mouvements sociaux ont réussi à faire suffisamment pression sur le gouvernement pour qu'il annule le contrat d'extraction de pétrole d'Occidental Petroleum, menaçant ainsi l'accord bilatéral avec les États-Unis. Le second cycle de négociations de l'accord entre les États-Unis et la Corée a entraîné 100 000 personnes dans les rues de Séoul.
- Les recherches indépendantes et bien documentées se sont avérées cruciales pour nos campagnes. Plutôt que se concentrer sur une seule question, les recherches sur les accords bilatéraux de libre-échange doivent couvrir tous les enjeux afin d'être pertinentes et de soutenir le développement de mouvements. En Corée, une équipe de 300 personnes a été créée pour enquêter sur les différents aspects de la proposition d'accord avec les États-Unis, expliquant les façons dont l'accord allait affecter les fermiers, les travailleurs, les réalisateurs de films et le secteur des services. Retracer les conséquences et les documenter est difficile et prend beaucoup de temps, surtout lorsque les textes ne sont pas disponibles. Mais examiner comment les choses se sont passées dans les pays qui ont déjà signé des accords bilatéraux, tel le Mexique et le Chili, s'est souvent avéré très utile.
- Des pays tel l'Équateur, la Colombie et le Costa Rica ont réussi à mobiliser considérablement en utilisant de nouveaux outils d'éducation fondés sur la communication de personne à personne.
- Dans plusieurs endroits, les mouvements de résistance ont réussi à obtenir une couverture médiatique des luttes populaires contre les accords bilatéraux, mais non sans difficultés.
- Certains groupes qui luttent contre les accords bilatéraux ont été en mesure d'utiliser des procédures gouvernementales et légales (lois sur l'accès à l'information, garanties constitutionnelles) afin d'obtenir de l'information, d'attirer l'attention du public et même, dans certains pays, de retarder la signature d'ententes, par exemple aux Philippines et au Costa Rica.
- Dans un certain nombre de pays, construire et maintenir une base commune et des alliances stratégiques avec des petites et moyennes entreprises se sont avérées des tactiques importantes dans les campagnes. Les accords bilatéraux bénéficient seulement à une petite minorité au sein de la communauté d'affaires. Il arrive régulièrement que des petites entreprises locales, notamment dans le domaine pharmaceutique ou l'élevage, s'opposent à des négociations d'accords bilatéraux. Les mouvements sociaux ont eu diverses expériences (bonnes et mauvaises) de travail avec elles dans le cadre de campagnes nationales.
- Grâce à la pression créée par les mouvements sociaux, les accords bilatéraux sont devenus, dans plusieurs pays, des enjeux-clés lors de périodes électorales et lors de grandes manifestations de masse contre des gouvernements. Cela a pour conséquence de concentrer le débat sur les réelles implications sociales et politiques

des accords, plutôt que sur leurs technicalités. L'Australie, l'Équateur, le Pérou, le Costa Rica, la Thaïlande, le Mexique et la Colombie en ont tous fait l'expérience.

## ***Faiblesses / obstacles ...***

- Des accords bilatéraux de libre-échange sont effectivement signés, malgré la résistance populaire. Nous ne pouvons nous fier aux processus parlementaires, à la couverture médiatique ou aux actions sporadiques. Nous devons construire une pression populaire massive par des campagnes soutenues pour mettre fin à ces accords. Si notre lutte ne parvient pas à empêcher la signature ou la ratification d'un accord, notre lutte ne s'arrête pas là – nous devons poursuivre le combat.
- Les liens avec les autres mouvements et campagnes – tant à l'échelle nationale, régionale qu'internationale – ont parfois été faibles. Partout dans le monde, les gens se sont mobilisés contre l'OMC. Les campagnes contre les accords bilatéraux ont été limitées aux pays où ces accords sont en négociation, particulièrement dans le Sud. Tandis que [bilaterals.org](http://bilaterals.org) s'est avéré une source utile de matériel écrit, cet atelier était le premier effort de mettre directement en lien des militants en provenance d'autant de pays différents qui sont engagés dans la même lutte. Et tandis qu'il y a plusieurs points communs entre nos luttes et entre les différents impacts du néolibéralisme, nous sommes conscients que nos mouvements et les contextes dans lesquels ils évoluent sont très variés. Cela influencera nécessairement nos stratégies et les types d'alliances que nous pouvons développer à l'échelle nationale, échelle à laquelle nous devons combattre ces accords bilatéraux.
- Cela a été très difficile d'établir des buts communs avec des groupes « de l'autre côté » des accords bilatéraux – particulièrement dans le cadre d'ententes Nord-Sud – étant donné les différences de contextes et d'impacts entre les deux côtés. Nous n'avons pas connu beaucoup de succès à développer des alliances avec des groupes au Nord – tels les États-Unis, le Japon ou l'Europe – dans nos luttes contre les accords bilatéraux. Toutefois, plusieurs présents à l'atelier vont tenter de développer davantage ces liens.
- Il s'est avéré difficile dans certains pays de mettre en lien tous les secteurs concernés dans la lutte locale contre les accords bilatéraux. Par exemple, certaines campagnes n'ont pas réussi à se connecter adéquatement avec le milieu ouvrier organisé. Dans d'autres cas, les intérêts des travailleurs ont été perçus comme différents de ceux des agriculteurs et des peuples indigènes. Ou bien, dans certains cas, les peuples indigènes et les paysans étaient divisés.
- L'accès à toute l'information concernant les ébauches en négociation des gouvernements a été difficile dans tous les pays. Toutefois, étant donné le manque d'information disponible publiquement, ça ne vaut pas la peine de mettre beaucoup de temps et d'énergie à essayer de découvrir tous les détails des textes. On peut apprendre beaucoup en analysant les expériences d'autres pays.
- Notre analyse doit aller plus en profondeur et mener à des actions. Nous devons examiner davantage le rôle des transnationales dans la course aux accords bilatéraux et aux traités d'investissement, ainsi que dans leur monopolisation des profits qui en découlent. De plus, et surtout avec la montée du militarisme et des préoccupations sécuritaires, nous devons mieux analyser les logiques géopolitiques en lien avec les accords bilatéraux. Cela implique une meilleure compréhension des intérêts de pays comme l'Inde, la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud.

## Stratégies pour aller de l'avant

**Surpasser les tactiques de « diviser pour régner » :** Plusieurs gouvernements utilisent des tactiques de « diviser pour régner » afin de confondre et de détourner les inquiétudes des populations à propos des accords bilatéraux tout en allant de l'avant en négociant en fonction de leurs intérêts privés. On se demande souvent : comment faire face à de telles tactiques alors que ces accords entraînent nécessairement des gagnants et des perdants dans différents domaines ? On s'attend des perdants qu'ils se sacrifient pour le bénéfice d'autres secteurs. Les expériences vécues par les pays aux prises avec les accords bilatéraux depuis plusieurs années déjà, tel le Mexique et le Chili, et plus récemment l'Australie, ont démontrées que les gains promis étaient surévalués et, dans certains cas, des mensonges éhontés. Dans les cas où les bénéficiaires ont profités au pays le moins puissant de l'entente, ils ont touché un groupe restreint de l'élite des affaires. Dans certains cas, les principaux bénéficiaires sont des partenaires locaux de transnationales. Dans les endroits où les accords bilatéraux offrent de nouvelles opportunités aux transnationales étrangères de s'approprier les services essentiels et le secteur financier du pays, tout le monde en subira les conséquences.

**Dénoncer et confronter les stratégies de récupération :** Le langage des mouvements sociaux et des concepts tel le « partenariat » sont de plus en plus récupérés par les promoteurs du néolibéralisme. Dans la volonté de signer des accords bilatéraux, les gouvernements récupèrent les ONG et les communautés, créant même des « organisations communautaires » en leur faveur. L'USAID et d'autres soit-disant agences d'aide au développement appuient ces stratégies dans toutes nos régions. Nous devons dénoncer les processus de « dialogue » et de « participation » conçus pour neutraliser l'opposition et légitimer les politiques néolibérales tels les accords bilatéraux, et de les neutraliser par nos propre analyses et actions.

**Alternatives ?** Dans leur lutte contre les accords bilatéraux, les mouvements sociaux sont souvent mis au défi de proposer une alternative. Plusieurs participants à l'atelier étaient d'avis qu'il est inutile de s'engager dans une tel débat. Nos coalitions ont comme objectif de mettre un terme à l'avancement du néolibéralisme et nous devons maintenir des positions consensuelles et des objectifs de base. Dans plusieurs cas, nous n'avons pas à chercher une alternative : les choses que les accords bilatéraux tentent de détruire, telle l'agriculture paysanne ou les droits collectifs, existent déjà comme des alternatives. De tout façon, comme les accords bilatéraux ont plus à voir avec les droits des investisseurs qu'avec le commerce, à quoi sommes-nous censés trouver une alternative ? Ce n'est pas nous qui devons fournir une alternative aux gouvernements, mais eux qui devraient avoir l'obligation d'expliquer et de justifier ce qu'ils tentent d'accomplir par leurs accords bilatéraux.

**Attention à l'intégration régionale lorsqu'elle fait la promotion du néolibéralisme :** Les organisations populaires valorisent la solidarité et la coopération, et certaines se sont montrées ouvertes à redéfinir les relations commerciales aux niveaux régional et sous-régional sur la base de ces principes. L'exemple de l'ALBA – l'Alternative bolivarienne pour les Amériques mis de l'avant par Hugo Chavez pour contrer la Zone de libre-échange des Amériques de Bush – a d'ailleurs fait l'objet de grands débats. Par contre, comme l'ALBA est encore à une étape expérimentale, plus de temps sera



nécessaire pour évaluer à quel point elle peut atteindre ces objectifs sans tomber dans les contradictions. D'autres étaient d'avis qu'étant donné la non représentativité des gouvernements, les ententes Sud-Sud et les blocs régionaux n'auront pas de meilleurs résultats que les accords Nord-Sud pour la majorité des gens. Comme un des participants l'a dit : « Le néolibéralisme n'est jamais remis en question. C'est là tout le problème. »

**« Pas d'accord bilatéral » signifie un rejet du néolibéralisme** : Il est important mettre nos limites : prendre une position claire « contre » et de dévoiler les réels enjeux dès le début dans la lutte contre les accords bilatéraux. Plusieurs participants ont fait remarquer que les luttes les plus réussies parmi les expériences que nous avons partagées ont été celles qui ont fait un lien entre les accords bilatéraux et le néolibéralisme en général. Les privatisations affectent tout le monde – des étudiants du secondaire aux retraités. La même chose vaut pour la déréglementation. Voilà ce que sont les accords bilatéraux : un cheval de troie pour davantage de droits aux investisseurs et pour les alliances géopolitiques militaires. Lors de cet atelier, nous en sommes venus à la conclusion que c'est ce qui est au cœur des accords bilatéraux. Ainsi, alors que nous nous concentrons sur les accords de libre-échange comme instruments très spécifiques, nous devons identifier clairement ce qui est en jeu, ce que sont nos positions et ce contre quoi nous luttons.

# **Actions pour une plus grande collaboration**

Les participants ont accepté de collaborer sur un certain nombre de points :

## **Éducation populaire, recherche et information**

1. Préparer une carte des luttes contre les accords bilatéraux dans le monde.
2. Échanger de l'information et des analyses, probablement par Internet. Ce qui devrait impliquer de faire un inventaire des recherches et du matériel d'éducation déjà disponibles et de déterminer ce qui devrait être produit. Cela pourrait être affiché sur [bilaterals.org](http://bilaterals.org) et sur un site équivalent coréen, et possiblement sur d'autres sites.
3. Consolider nos expériences grâce à une liste de questions et réponses courantes à propos des accords bilatéraux : qu'est-ce qu'un accord de libre-échange, qui en bénéficiera, qui en souffrira, etc.
4. Développer un document-synthèse qui analyse les implications et les conséquences des accords bilatéraux.

Les participants ont insisté sur le fait que ce travail d'information et de recherche doit être axé sur l'action et en rapport avec les luttes populaires.

## **Construire le mouvement**

1. Nous devons étudier les politiques néolibérales dans leurs moindres détails et manifestations pour ensuite les dénoncer. Ce faisant, nous devons expliquer comment les accords bilatéraux affectent tous les secteurs de la population.
2. Nous pouvons, chacun dans nos propres contextes, évaluer les forces et les faiblesses à la fois des tenants du néolibéralisme et de nos propres mouvements sociaux afin de mobiliser le plus efficacement possible.
3. Nous devons mettre en lumière la criminalisation croissante de nos mouvements et les protéger.
4. Les mouvements doivent documenter et échanger l'information, mettre en commun les données concernant les impacts des accords bilatéraux et les autres luttes afin de les utiliser dans nos mobilisations.
5. Des mouvements sociaux coréens tiendront un atelier à Séoul lors du 4<sup>e</sup> cycle de négociations de l'accord entre les États-Unis et la Corée en octobre 2006, afin de partager les expériences et de développer la lutte contre les accords bilatéraux dans la région. Cet atelier s'adressera spécifiquement aux mouvements populaires de l'Asie-Pacifique et des États-Unis.
6. Une journée d'action a été proposée pour coïncider avec la journée d'action de Via Campesina le 10 septembre. Cette journée pourrait être adaptée aux différents contextes : par exemple, une journée d'action contre un accord bilatéral en particulier ou contre le néolibéralisme.
7. Des groupes impliqués dans le Forum social mondial (FSM) vont insister sur l'organisation d'une rencontre internationale sur les accords bilatéraux de libre-échange lors du prochain FSM à Nairobi en janvier 2007.